



Poursuivons l'action pour être entendu !!

A la veille du rassemblement national qui a rassemblé 6000 cheminots à Paris à l'appel de la CGT. Notre Fédération a été reçue le 30 janvier 2013 par le ministère des transports pour aborder la situation économique et sociale dans l'entreprise SNCF.

En effet, alors que le Gouvernement affirme officiellement que la feuille de route signée par Nicolas SARKOZY au Président de la SNCF est caduque, force est de constater que les orientations stratégiques en œuvre portent toujours le sceau de la casse du Service Public et de la régression sociale.

La Fédération CGT des cheminots a donc exigé du Gouvernement la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route à la SNCF conforme aux choix d'une entreprise publique SNCF en capacité de répondre aux besoins de transports des populations et de la Nation.

Lors de cette audience, en appui de sa lettre du 18 janvier 2013 au Ministre des Transports, la Fédération CGT est intervenue sur le budget 2013 de la SNCF et ses conséquences sur le Fret, l'outil industriel matériel et équipement, l'emploi, les salaires et les retraites.

Elle a interpellé les représentants du Ministère sur le décalage entre le discours du Ministre sur la réforme du ferroviaire et la politique libérale mise en œuvre par la direction de la SNCF.

La Fédération CGT a demandé qu'il soit donné des signes tangibles aux cheminots en modifiant le budget de la SNCF.

Devant les propositions faites par la Fédération CGT, les représentants du ministère, faute d'arguments, ont renvoyé à la direction de la SNCF et à Bercy les responsabilités de la situation budgétaire.

Néanmoins, le Ministre des Transports va établir un diagnostic et un plan d'actions au Fret visant un meilleur report modal et une autre complémentarité des modes de transport. Dans ce cadre, il s'engage à consulter les organisations syndicales représentatives avant de rendre public ses intentions.

Cette annonce est à mettre à l'actif du rassemblement national des cheminots de ce jour à l'appel de la CGT et en parallèle avec le droit d'alerte du CCE sur la situation de Fret SNCF.

La Fédération CGT a donc raison d'agir et de faire intervenir les cheminots.

Pour autant, il convient d'amplifier les mobilisations pour peser sur le gouvernement afin que celui-ci impose à la Direction SNCF de nouvelles orientations répondant aux besoins de transport et à nos exigences sociales.

L'élection au CA de la SNCF, le 05 février prochain, constitue une nouvelle étape de lutte où le seul levier efficace pour les cheminots sera le bulletin de vote CGT.

Montreuil, le 31 janvier 2013